

32ième session du Conseil des droits de l'homme

Point 10 de l'ordre du jour

Dialogue interactif sur la situation des droits de l'homme au Burundi

Intervention du Luxembourg (29.06.2016)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne et remercie le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme pour son rapport.

La situation politique et sécuritaire au Burundi ne cesse de se détériorer. Ma délégation reste profondément préoccupée par la vague de violence et par les graves violations des droits de l'homme, causant la mort de centaines de personnes et poussant près de 270.000 Burundais à fuir le pays.

Le Luxembourg condamne les exactions perpétrées à l'égard de la population civile, y compris les disparitions forcées, les actes de torture, les détentions arbitraires et les arrestations massives, y inclus des lycéens, ainsi que la répression continue exercée sur les médias, au mépris de la liberté d'expression et d'opinion. La société civile, pour sa part, se voit confrontée depuis des années à un rétrécissement constant de son espace de manœuvre qui contribue à créer un climat de peur et d'intimidation.

Aujourd'hui, il est urgent de prévenir l'escalade de la violence et tout regain de tension. Le Luxembourg appelle à un dialogue national inclusif réel, qui s'attaque de manière prioritaire aux causes profondes de la crise politique et socio-économique.

Compte tenu de la gravité des crimes commis contre les civils au Burundi, nous appelons les autorités burundaises à faire de la lutte contre l'impunité une priorité. Des enquêtes indépendantes et crédibles doivent être menées, afin que les responsables de ces faits soient dûment traduits en justice et que leurs victimes puissent obtenir réparation.

Enfin, le Luxembourg encourage le gouvernement burundais à renforcer sa coopération avec l'ensemble des mécanismes des droits de l'homme pour faire avancer la cause des droits de l'homme dans le pays.

Je vous remercie.